

Afrique australe // Première évaluation de l'impact du conflit en Ukraine

Les échanges commerciaux entre l'Afrique australe, la Russie et l'Ukraine sont limités, mais ils peuvent toutefois être stratégiques pour certains pays, s'agissant notamment des céréales – Malawi, Namibie, Mozambique, Afrique du Sud et Zimbabwe. D'un point de vue général, les économies de la zone vont être affectées par la hausse des cours du pétrole et des prix des denrées alimentaires, renforçant les tensions inflationnistes et dans certains cas les risques en matière de sécurité alimentaire. A l'inverse, la plupart des pays de la zone sont aussi des producteurs et des exportateurs importants de matière première et certains pourraient être bénéficiaires nets du nouvel environnement sur le plan commercial – Afrique du Sud, Botswana, Mozambique et Namibie.

Les échanges commerciaux entre l'Afrique australe, la Russie et l'Ukraine sont limités, mais ils peuvent toutefois être stratégiques pour certains pays, s'agissant notamment des céréales.

Globalement, la Russie est un fournisseur secondaire de céréales pour la sous-région, avec 8% des importations totales en 2019 (193 MUSD). Il s'agit toutefois d'un partenaire stratégique pour le Malawi (second fournisseur, avec près de 20% des importations de céréales du pays), la Namibie (second fournisseur avec 16%) – et dans une moindre mesure pour le Mozambique (troisième fournisseur avec 12%) et l'Afrique du Sud (quatrième fournisseur avec 10%). Par ailleurs, l'Ukraine est un fournisseur marginal de céréales pour la zone (53 MUSD, soit 1,6% des importations totales des pays en 2019) avec toutefois des flux substantiels vers le Zimbabwe (sixième fournisseur avec 6,6% des importations de céréales du pays) et le Malawi (cinquième fournisseur avec 2,7%). S'agissant des hydrocarbures, la Russie n'exportait que vers l'Afrique du Sud en 2019, ne se situant qu'au vingtième rang des fournisseurs du pays (0,4% des importations).

D'un point de vue général, les économies de la zone vont être affectées par la hausse des cours du pétrole et des prix des denrées alimentaires, renforçant les tensions inflationnistes et dans certains cas les risques en matière de sécurité alimentaire.

A ce stade, seule la banque centrale sud-africaine (*South African Reserve Bank – SARB*), a révisé sa prévision d'inflation pour 2022 depuis le déclenchement du conflit : +0,9 point à +5,8% en moyenne sur l'année. Les risques liés à des ruptures d'approvisionnement et à la hausse des prix sont d'autant plus importants que les conditions météorologiques ont été défavorables pour certains pays ces derniers mois – Afrique du Sud, Malawi, Mozambique, Namibie, Zambie, Zimbabwe. La baisse de la production domestique va renforcer la dépendance des pays vis-à-vis des fournisseurs russes et ukrainiens et plus généralement vis-à-vis des prix et du marché international. A noter que l'Angola, le Botswana, le Malawi, le Mozambique et la Namibie sont entièrement dépendants des importations de blé pour leur approvisionnement. L'Afrique du Sud et le Zimbabwe le sont à 60%.

L'augmentation des prix du pétrole et des denrées alimentaires sur le marché mondial pourrait aussi se traduire par une hausse des dépenses budgétaires,

plusieurs pays de la zone continuant à subventionner le carburant (Angola – 1,8% du PIB en 2021, réforme en cours ; Botswana ; Zambie – réforme en cours) et certains produits alimentaires de première nécessité (Malawi, Zambie et Zimbabwe – subventions aux intrants agricoles et en plus dans le cas du Zimbabwe, monopole de rachat des céréales par l'Etat revendus à un prix administré). Par ailleurs, certains gouvernements pourraient être tentés d'amortir les effets de la crise sur les consommateurs en mettant en place des mécanismes de soutien provisoires (débat actuel en Afrique du Sud sur la suspension des taxes sur le carburant).

A l'inverse, la plupart des pays de la zone sont aussi des producteurs et des exportateurs importants de matière première – ces derniers vont bénéficier de la forte augmentation des prix, ils pourraient même profiter de nouveaux débouchés, ouverts par la mise en œuvre des sanctions. Ces deux effets

devraient en grande partie compenser l'impact de la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires sur la balance des transactions courantes. C'est le cas en particulier pour l'Afrique du Sud (or, platine, diamant, ferrochrome, charbon – environ 8% du PIB), l'Angola (pétrole – 30% du PIB et 90% des exportations ces dernières années), le Botswana (diamant – 20% du PIB et 90% des exportations), le Mozambique (charbon, aluminium), la Namibie (uranium et diamant – 12% du PIB et plus de 60% des exportations), la Zambie (cuivre – 15% du PIB et 75% des exportations) et le Zimbabwe (pierres et métaux précieux, nickel, minerai de fer – 7% du PIB et 45% des exportations). A noter toutefois que l'Angola, la Zambie et le Zimbabwe rencontrent des difficultés qui contraignent la production locale. Ces derniers pourraient donc ne pas être en mesure de tirer entièrement parti de l'augmentation des prix et de la demande. En revanche, l'Afrique du Sud, le Botswana, le Mozambique et la Namibie, pourraient *in fine* est bénéficiaire net de ce nouvel environnement sur le plan commercial.

L'impact du conflit sur l'inflation va probablement pousser les banques centrales d'Afrique australe à durcir plus vite que prévu leur politique monétaire, avec un impact potentiel sur l'accès au crédit et sur la croissance. C'est notamment ce qui est attendu en Afrique du Sud, les observateurs anticipant désormais des augmentations successives du taux directeur de 0,5 point lors des comités de politique monétaire de mai et juillet, contre +0,25 point auparavant.

Sur le plan financier, seule l'Afrique du Sud devrait réellement ressentir l'impact de l'invasion russe, avec des répercussions sur le taux de change et *in fine* sur l'inflation – le pays étant le seul de la sous-région à être réellement connecté aux marchés internationaux (environ un tiers de la dette publique domestique est détenue par des investisseurs étrangers). Si l'on observe une accélération des sorties nettes de capitaux depuis le début du conflit (les investisseurs se tournant vers des valeurs refuges – or et bons du Trésor américains en particulier – dans un contexte de fortes incertitudes), la valeur du rand continue d'être soutenu par la très bonne orientation des prix des matières premières. Cependant, le durcissement des politiques monétaires dans les pays développés (avec notamment la remontée des taux américains) et dans de nombreux grands émergents va réduire l'attrait pour la dette sud-africaine. De nouvelles sorties de capitaux pourraient provoquer des tensions accrues sur le rand. La dépréciation de la monnaie sud-africaine se traduirait alors par de l'inflation importée qui renforcerait encore alors la pression sur les prix. La Zambie, qui a bénéficié d'un afflux de capitaux étrangers depuis le second semestre 2021 (alternance politique, conclusion d'un *staff level agreement* avec le FMI et perspective de restructuration de la dette souveraine – la part des non-résidents parmi les détenteurs de titres domestiques est ainsi passée de 15% à la fin du mois de juin 2021 à près de 30% à la fin de l'année), pourrait aussi être affectée par ce phénomène.

Annexe statistique

2019	Afrique du Sud	Angola	Botswana	Malawi	Mozambique	Namibie	Zambie	Zimbabwe	TOTAL AFRIQUE AUSTRALE
Importations de céréales									
Montant (en Mds USD)	1,0	0,5	0,1	0,1	0,5	0,1	0,0	0,1	2,4
Part du total des importations	1,1%	3,2%	1,7%	2,1%	6,4%	1,3%	0,5%	2,7%	1,7%
Part en provenance de Russie	9,9%	2,2%	n.c	16,6%	11,3%	16,5%	n.c	1,4%	8,1%
Rang de la Russie parmi les fournisseurs	4	5	n.c	2	3	2	n.c	15	n.c
Part en provenance d'Ukraine	1,8%	1,0%	n.c	7,9%	3,6%	n.c	n.c	6,6%	2,2%
Rang de l'Ukraine parmi les fournisseurs	11	12	n.c	5	22	n.c	n.c	6	n.c
Importations d'hydrocarbures - dont charbon									
Montant (en Mds USD)	14,8	2,0	0,8	0,2	1,6	0,9	1,3	1,5	23,1
Part du total des importations	16,7%	14,2%	12,6%	8,5%	20,5%	12,2%	17,4%	29,0%	16,6%
Part en provenance de Russie	0,4%	0,0%	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c
Rang de la Russie parmi les fournisseurs	21	25	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c
Exportations de céréales									
Montant (en Mds USD)	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
Part du total des exportations	0,4%	0,1%	0,0%	0,5%	0,1%	0,0%	0,6%	0,1%	0,3%
En % du PIB	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Exportations d'hydrocarbures - dont charbon									
Montant (en Mds USD)	9,1	33,2	0,0	0,0	2,2	0,1	0,0	0,0	44,6
Part du total des exportations	10,1%	95,2%	0,3%	0,0%	46,6%	1,4%	0,1%	1,1%	29,0%
En % du PIB	2,4%	39,2%	0,1%	0,0%	14,3%	0,7%	0,0%	0,2%	7,8%
Total IMP	88,2	14,2	6,6	2,7	7,6	7,7	7,2	5,0	139,3
Total EXP	90,4	34,8	5,2	0,8	4,7	6,4	7,0	4,4	153,8
PIB 2019 - WEO 2021 (Mds USD)	387,8	84,5	16,6	11,0	15,4	12,6	23,3	19,6	570,8

Source : Trade Map (2022)